



États Généraux de l'Europe III

17 avril 2010, Strasbourg

REVUE DE PRESSE

La 3ème édition des États Généraux de l'Europe a été organisée par



SOMMAIRE

<i>Quelques coupures de Presse</i>	3
<i>Agences de presse</i>	18
<i>Presse écrite</i>	18
<i>Radios</i>	19
<i>Télévisions</i>	19
<i>Médias en ligne</i>	19
<i>Agrégateurs de news en ligne</i>	23
<i>Portails institutionnels associatifs et blogs</i>	23
<i>Newsletters</i>	27
<i>Réseaux sociaux</i>	28
<i>Espaces publicitaires</i>	28

Chargées de Communication et Relations presse pour la 3ème édition des États Généraux de l'Europe :

Stéphanie Baz, pour Notre Europe
Dominika Rutkowska, pour Mouvement Européen – France
Alessia Smaniotto, pour EuropaNova

Barroso inaugure les États généraux de l'Europe à Strasbourg

Le président de la Commission européenne a décidé d'inaugurer les États généraux de l'Europe à Strasbourg, le 17 avril. José Manuel Barroso, dont les convictions libérales ont été affaiblies en Europe par la crise économique mondiale, vient y chercher notamment l'onction de son prédécesseur, le très social-démocrate Jacques Delors, qui sera l'invité d'honneur de l'événement.



Le frère

ETATS GÉNÉRAUX

L'Europe en débats



Jacques Delors.



Pierre Lellouche.



Catherine Trautmann.



Lech Walesa.

■ Les troisièmes Etats généraux de l'Europe, se tiennent demain à Strasbourg à l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration Schuman, le 9 mai 1950 (qui a mené à la création, en 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier). Dans la salle plénière

du Palais de la musique et des congrès vont se succéder des intervenants de haut niveau. Pour rendre hommage aux pères fondateurs de l'Europe, l'ancien président de la Commission Jacques Delors, l'euro-députée socialiste Catherine Trautmann, le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes Pierre Lellouche, ou encore le prix Nobel de la paix Lech Walesa défileront à la tribune le matin.

Dans l'enceinte du Palais des congrès, on trouvera par ailleurs un café littéraire et une librairie, un village européen de quatre-vingts stands, une exposition, ou encore des ateliers pour les enfants. Plus tard dans la journée, c'est de l'Europe actuelle dont il sera question, à travers, entre autres, l'intervention de José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne.

Etats généraux de l'Europe, demain, 9h, au Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, Strasbourg. Entrée libre. www.etatsgeneraux-europe.eu

La Croix | MERCREDI 14 AVRIL 2010

Autrement dit 27

FORUM >>> Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen-France, Guillaume Klossa, président d'EuropaNova, Tommaso Padoa-Schioppa, président de Notre Europe

Pour l'Europe, prenons nos responsabilités

Si Robert Schuman avait écouté des « conseillers en communication » plutôt que sa conscience, et commandé un sondage d'opinion avant d'agir, jamais il n'aurait proposé à l'Allemagne, cinq années après la guerre, un partenariat égalitaire. Les relations franco-allemandes auraient sans doute pris une tournure moins amicale. Si, en 1985, à Milan, la présidence italienne n'était pas passée outre l'opposition résolue de Margaret Thatcher, le marché unique imaginé par Jacques Delors n'aurait pas vu le jour, au détriment de nos entreprises et de nos emplois. Si le chancelier Kohl avait cédé aux innombrables voix hostiles à la monnaie unique et si des partenaires comme François Mitterrand ou Felipe Gonzalez ne l'avaient pas soutenu par-delà les appartenances politiques, l'euro n'existerait pas. La crise financière de 2008 aurait eu pour l'Europe des conséquences catastrophiques.

Loin de nous l'idée que l'Union européenne puisse être faite sans associer les citoyens ! Mais sur certains sujets où l'intérêt général est en jeu, les pouvoirs publics doivent faire preuve de pédagogie et de courage pour aller à l'encontre

des idées reçues et des préjugés. Le pari des états généraux de l'Europe, dont la troisième édition se tient à Strasbourg le 17 avril, consiste justement à impliquer les Européens dans l'aventure européenne, à leur donner des éléments de réflexion, des chances de comprendre la complexité du monde et une occasion d'entendre d'autres Européens. Sans rencontres ni débats, ce sont les réflexes de repli et le nationalisme qui prévalent. La courte vue favorise les politiques de facilité. La vision de long terme atténue au contraire les divergences, en redonnant sens à l'entreprise. L'UE a plus que jamais besoin de dirigeants qui prennent leurs responsabilités. Deux exemples en font foi.

L'union économique et monétaire est bancal : si le volet monétaire est solide, avec une banque centrale dotée d'une mission et de pouvoirs identifiés, le volet économique est trop faible. La crise grecque a mis en relief les insuffisances de notre organisation actuelle. Avec une même monnaie, les Européens ont des responsabilités communes. S'il convient d'être d'une sévérité sans faille avec les pays qui ont triché dans leurs

comptes ou qui se dérobent à la discipline, rien ne sert, une fois les difficultés avérées, d'aggraver la situation. Mis à part quelques spéculateurs, ravis de l'aubaine, personne n'a intérêt à ce que la Grèce entraîne l'Union dans une spirale destructrice. Ainsi, il y a un temps pour aider et un temps pour remettre à plat ce qui doit l'être.

Le projet européen est exigeant mais les citoyens sont adultes.

Du reste, la Commission et les 26 ont failli dans leur mission de surveillance mutuelle. Les réformes dites « structurelles », indispensables à la convergence des économies, ont été trop longtemps différées. L'UE a besoin de procédures de contrôles plus exigeantes, d'une convergence économique plus stricte, d'États membres moins désinvoltes et d'une Commission qui retrouve le sens de l'intérêt général. En un mot, l'UE est ce que nous en faisons. Déjà en France, en 2005, un rapport rédigé sous la direction de Michel Pébereau dénonçait les me-

naces que font courir à notre pays les déficits publics. Rien n'a été fait pour corriger la dérive et la France n'est pas seule dans ce cas. Ce n'est pas la faute de l'Europe.

L'enjeu n'est pas moindre sur le plan international. La place de l'Europe dans un monde qui change à vive allure devrait bien plus préoccuper nos opinions publiques et nos gouvernants. D'immenses pays comme la Chine, le Brésil ou l'Inde sont aujourd'hui en pleine expansion. Sur d'autres continents, la croissance et l'innovation sont soutenues par une démographie dynamique et une volonté de rattrapage époustouflante. Si l'UE ne réagit pas en se dotant d'une vision et d'une diplomatie communes, si les gouvernements nationaux continuent à se diviser face aux géants émergents, l'UE ne pèsera bientôt plus grand-chose. Ce n'est pas une question de prestige : nous n'arriverons tout simplement pas à défendre nos principes ou nos intérêts, notamment dans la lutte contre le changement climatique ou la prolifération nucléaire ; nous achèterons nos matières premières ou notre énergie plus cher ; nous ferons courir un risque à nos démocraties. Nous déclinons.

La encore, le « Bruxelles » qu'il faut incriminer n'est pas celui de la Commission et du Parlement européen, mais celui du Conseil : c'est aux dirigeants nationaux de prendre leurs responsabilités et de se projeter dans un monde où la souveraineté serait exercée en commun au niveau européen. Pourtant, quand elle s'est organisée à cette fin, l'UE a su se faire respecter. Ainsi, Barack Obama refuse de se dérouter pour rencontrer le Conseil européen en Espagne mais il doit compter avec le Parlement européen qui a refusé récemment de transférer, dans des conditions contraires au droit de l'UE, des données personnelles réclamées par l'administration américaine (accord Swift).

Le projet européen est exigeant mais les citoyens sont adultes. S'ils se donnaient la peine d'assumer l'évolution du monde, de renforcer leur union pour qu'elle soit efficace, ce qui suppose notamment de respecter les engagements qu'ils ont pris entre eux, les Européens retrouveraient le sens de l'aventure et le bonheur de l'action commune. Responsabilité et solidarité vont de pair. L'avenir de l'UE est à ce prix.

20 Horizons Débats

Le Monde
Samedi 17 avril 2010

L'Europe est morte, vive l'Europe!

Les Etats généraux de l'Europe se réunissent à Strasbourg, le 17 avril, à l'initiative du Mouvement européen, de Notre Europe et de l'association EuropaNova. Au-delà de l'héritage, l'Union doit assumer ses responsabilités

Retrouver l'espoir européen Concrétisons notre solidarité à l'intérieur de la zone euro

Comment va l'Europe? A vivre les derniers événements, on serait tenté de répondre sobriement: «L'air du temps n'est pas bon.»

Nous restons sur le souvenir d'une Union européenne manquant de constance et d'unité, lors de la conférence de Copenhague. Il est vrai que quelques chefs d'Etat ou de gouvernement ont plus songé à se faire remarquer qu'à jouer collectif – comme c'est pourtant la règle lors des négociations internationales –, un membre de la Commission européenne parlant au nom de l'Union, bien entendu dans le cadre des orientations fixées par le conseil des ministres, décideur en premier comme en dernier ressort.

Et puis nous sommes dans l'inquiétude, alors que la crise grecque bat son plein. Nous sommes scandalisés par le rôle des banques spéculant contre ce pays. Ces mêmes banques à l'origine de la crise financière, puis renflouées par les Etats, c'est-à-dire par l'argent des citoyens. Il faudra s'en rappeler, mais, pour le moment il

ne s'agit pas de fonctionner de l'Union économique et monétaire, comme je le propose depuis dix ans. Mais,

«Il s'agit de rappeler
que les peuples
sans mémoire
n'ont pas d'avenir»

aujourd'hui, il est vital de concrétiser notre solidarité à l'intérieur de la zone euro. A moins que certains n'aient décidé de jouer les apprentis sorciers.

Beaucoup d'autres questions figurent à l'agenda européen. Pour ne citer que les plus brûlantes: les perspectives budgétaires pour les prochaines années; l'avenir, qu'il conviendrait d'assurer, de la politique agricole commune (PAC); la nécessité d'actions convergentes dans le domaine de l'énergie (pour lequel le think tank Notre Europe vient de faire des propositions); les actions structurelles à mener d'ici à 2020 pour accroître la compétitivité de nos économies, leur capacité à créer des millions d'emplois, et tout cela dans le cadre d'un développement durable, plus respectueux des temps de l'homme et des grands équilibres naturels.

Sans oublier la dimension extérieure de l'action européenne, alors que les pays émergents poussent et veulent leur place au soleil, tandis que plane la menace d'un G2 – une domination, plus ou moins concertée entre eux, des Etats-Unis et de la Chine –, et l'avenir de l'élargissement de l'UE.

Bref, comme je l'ai toujours pensé, cette option ayant motivé mon engagement européen, l'Europe a le choix entre la survie et le déclin. C'est la raison pour laquelle il nous faut dénoncer et combattre ce nationalisme rampant et la myopie qui en résulte. De telle sorte que l'Union européenne retrouve son idéal commun et le fasse vivre. Quel encouragement à militer pour notre Europe?

On la trouve chez tous les acteurs de la société civile qui agissent en permanence pour faire vivre et concrétiser l'espoir européen, qui combattent l'indifférence – mortelle pour nos démocraties – et le populisme, la critique systématique de certains qui ne cherchent même pas à comprendre les mécanismes et les difficultés de gouvernance à l'échelle de l'Union européenne.

Les militants de la société civile se rassemblent à Strasbourg, le 17 avril, pour

Jacques Delors

Ex-président
de la Commission européenne

Cœur de l'Europe. Une centaine d'associations y ont travaillé ensemble à l'initiative d'EuropaNova, du Mouvement européen-France et du think tank Notre Europe, cofondateurs de ces Etats généraux de l'Europe, qui en sont à leur troisième édition, après les rencontres réussies de Lille et de Lyon.

Les participants auront l'opportunité d'entendre José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, et Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Deux tables rondes réuniront des personnalités des mondes politique et économique. Dix-huit ateliers offriront la possibilité d'approfondir tous les thèmes liés autant à la construction européenne qu'à nos sociétés nationales, et donc la place et les devoirs de l'Europe.

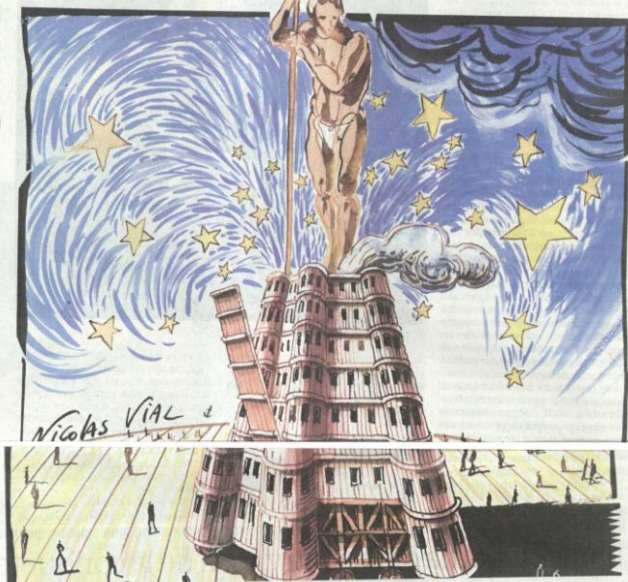
Ces Etats généraux se dérouleront quelques semaines avant que nous ne célébrions les 60 ans de l'appel fondateur de Robert Schuman, le 9 mai 1950. Cet appel sera lu à Strasbourg, et pas seulement pour des raisons d'anniversaire. Plus fondamentalement, il s'agit de rappeler que les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir. Tout était dans cet appel: la promesse et la réconciliation, qui n'est pas l'oubli des tragédies passées ni des leçons à en tirer; l'appel à la compréhension mutuelle entre les peuples, entre les personnes; devant l'ampleur de la tâche d'unification de l'Europe, le choix des petits pas qui conduisent les hommes à travailler ensemble, à se confronter, à clarifier leurs convergences et leurs différences bien naturelles.

Quel beau moment ce sera, à Strasbourg, de voir des hommes et des femmes de toutes générations communier dans cet immense espoir. Que de jeunes générations, qui n'ont vécu ni les guerres ni leurs douloureux lendemains, reprennent le flambeau des pères de l'Europe. Alors, et c'est sans doute notre grande crainte, que nos classes politiques se laissent aller, sous prétexte de réalisme, à des attitudes de plus en plus égoïstes et nationalistes.

Nous avons beaucoup à apprendre de ceux qui, après la dernière grande guerre, ont dominé leur rancœur et leur défiance, pour se tendre la main et construire un ensemble fondé sur la paix, la démocratie et la coopération en vue d'œuvres communes. La première table ronde nous aidera à nous fortifier dans cette démarche.

Le sursaut de la mémoire pour repartir. Puis, penser l'unité européenne dans ce monde en pleine mutation et dans un contexte de crises qui appauvrit les Européens et accroît le chômage et les inégalités. Que la construction européenne, comme elle l'a réussie souvent dans les soixante dernières années, nous fournisse la stimulation et les appuis pour contribuer au progrès de tous. Tel sera l'objet de la deuxième table ronde.

Il y a au cœur de nos inquiétudes quant à l'avenir: que notre mémoire nous rappelle la force du projet européen, que notre esprit critique soit toujours en éveil pour réveiller nos dirigeants, que notre intelligence collective nous aide à retrouver un avenir fait de confiance en nous-mêmes, les Européens, conscients de l'extraordinaire richesse de notre continent, de notre capacité à faire vivre l'unité dans



Il faut consolider le socle social de l'Union

L'Union européenne se veut la «réunion toujours plus étroite des peuples» tout en respectant la diversité des cultures et des histoires nationales, comme le proclame sa devise: «unus dans la diversité». Ainsi, en dépit d'une réalité sociale très hétérogène, elle s'est construite avec des caractéristiques communes, notamment en ce qui concerne la protection sociale et le dialogue.

Mais les situations très variables sur le niveau et les modalités de protection sociale, la place du dialogue social (domaines abordés, force des acteurs, articulation loi-négociation...), le coût du travail, les modalités de représentation des salariés... sont des handicaps quand ils alimentent une concurrence entre les Etats. Ainsi, dans bon nombre d'Etats membres, un salaire minimum est défini. Certains l'établissent par la loi, d'autres par la négociation. Et là où il n'existe pas, certains souhaitent continuer à s'en passer alors que d'autres, au vu de la faiblesse des salaires dans certains secteurs, revendiquent sa mise en place. Le niveau de ce salaire minimum est très variable: en 2009, il allait de 123 euros mensuels à 162 euros. Selon les pays, ce salaire minimum mensuel représente entre 1 % et 4 % du PIB par habitant.

Les entreprises profitent de l'abaissement des barrières réglementaires et de l'extension du marché européen à de nouveaux pays. Mais elles ont aussi souvent tendance à jouer sur les concurrences entre Etats pour améliorer leur compétitivité, favorisant le moins-disant social et fiscal. Il est vrai qu'elles sont également soumises à une dure concurrence de la part d'entreprises basées dans des pays où

Marcel Grignard

Secrétaire général adjoint
de la CFTD, chargé des questions
européennes

Gabriele Bishoff

Responsable à la Confédération
des syndicats allemands (DGB)

les standards sociaux sont inférieurs à ceux de l'UE. Mais la compétitivité par les coûts ne peut constituer une stratégie pour les entreprises européennes.

Les mutations économiques auxquelles sont confrontés les salariés, accentuées par la crise, tendent à renforcer une vision de l'UE incapable de répondre aux défis sociaux, ainsi que, par voie de conséquence, les replis nationaux. Ce qui ne fait qu'aggraver la concurrence entre salariés et affaiblit la position du modèle européen de relations sociales dans la mondialisation face à des Etats-continentaux comme les Etats-Unis ou la Chine, ou, demain, l'Inde, le Brésil ou la Russie.

Socle social commun

L'approfondissement du marché unique est un moyen de répondre à la concurrence mondiale, mais, pour que cet objectif soit partagé par les salariés, il faut réussir à construire un marché du travail européen où les différences nationales constituent un atout et une richesse et non une concurrence destructrice. Concrètement, il faut avancer sur l'harmonisation de la

fiscalité des entreprises et des placements financiers, et consolider le socle social européen.

C'est en travaillant à l'intégration de l'économie et du social au niveau européen et dans les entreprises et les secteurs professionnels, par le dialogue social et la législation, que l'on pourra avancer sur la consolidation de ce socle social commun. La recherche d'une autre gouvernance des entreprises, prenant le contre-pied du rendement financier de court terme, devrait donner à l'Europe les moyens de sa performance, en donnant du sens au travail et à l'activité économique.

La négociation collective fait partie de cette gouvernance d'entreprise en Europe, elle est essentielle pour traiter du problème du partage de la valeur ajoutée tenant compte de l'avenir de l'activité économique et de l'emploi, et des conditions de travail des salariés qui participent à sa production.

Pour relever les défis relevés par la crise financière, il est indispensable de développer une politique économique et industrielle européenne, alors que les propositions stratégiques à l'horizon 2020 sont loin de donner une telle impulsion. Ces politiques doivent s'appuyer sur l'innovation, consolider le marché unique et donner des perspectives de parcours professionnels aux salariés.

Cela ne peut se faire qu'en donnant plus de place au dialogue social et sous une impulsion forte des institutions européennes. C'est de cette manière que les salariés, associés aux évolutions nécessaires à la construction d'un marché de l'emploi européen, s'inscriront dans une dynamique de progrès pour tous les Européens. ■

■ Les mauvaises surprises de l'Histoire

me des parties en fait que, n'a pas su traduire son influence politique et que d'unité l'empêche de ses intérêts de ma- vaille de la lutte contre le climat, d'une po- commune ou d'une co- cace pour assurer sa sé-

Les Européens aim- manque de leadership surgissent là où il y a- tes à accueillir leurs i- gue social européen p- solidarités nationales, entre pays membres, surtout de mieux ap- présents et futurs.

Aujourd'hui, le choc
celui d'agir ou celui de
passer et en démontrant
que forte, nous survi-
vons un rôle dans une fi-
titude est son incert
subir, il faut grandir. C

■ Les mauvaises surprises de l'Histoire

L'élargissement de l'UE proposait l'adoption d'un modèle démocratique aux pays limitrophes qui le désiraient. Ce principe reste valide. En revanche, la conviction un peu naïve qu'une Europe exportatrice d'un modèle social s'érigerait en exemple aux autres régions du monde a déjà été battue en brèche, ceci notamment à l'occasion du sommet de Copenhague de décembre 2009 sur le changement climatique. Le modèle proposé par l'Europe est souvent perçu comme une manière d'imposer nos positions. Lourd de son passé, le continent européen suscite des résistances lorsqu'il exige l'émulation, même si l'émulation aurait été de mise ! L'Europe, dont la son-

me des parties en fait un grand économiste, n'a pas su traduire ce point en une réflexion qui expliquerait le manque d'intérêt l'Empire touché de défendre ses intérêts de manière collective, qu'il agisse de la lutte contre le réchauffement climatique ou de la lutte contre la corruption ou encore d'une coordination plus efficace pour assurer sa sécurité.

Les Européens semblent se plaindre d'un manque de leadership. Mais les leaders manquent-ils ? A la décharge, il est difficile de les accueillir leurs initiatives. Un dialogue social européen pourrait stimuler les solidarités nationales autour de celles qui sont les plus utiles à la vie politique. Les partenariats de mixité pourraient être développés et encouragés.

Aujourd'hui, le choix est devenu pour celui d'agrandir ou de réinventer. En agissant, on se crée une identité. On crée une force, nous survivrions pour nous-même, pour une partie d'un futur dont la seule certitude est son incertitude. Pour ne pas nous perdre, il faut grandir et se réinventer. On ne peut pas rester en place. On ne peut pas attendre que le monde se réveille de ses errances, à sa incuratise aux progrès et l'humanité le plus pur. ■

Quir S Lemonde.fr
L'intermédiaire de crédit le plus

ix citoyens

de l'UE, tous ces sujets ont été abordés dans nos journaux et sur nos antennes.

Malgré leur responsabilité dans la vie civique et politique, et une dérive vers une proximité qui confine au repli sur soi, les médias ne sont pas responsables de l'image plus faible que donne l'UE. Les échecs successifs des Européens à parler d'une seule voix, ou du moins à prendre une place à des moments cruciaux, déçoivent les citoyens de cette réalité floue, de plus en

■ Médias et politiques, face aux citoyens

de l'UE, tous ces sujets ont été abordés dans nos journaux et sur nos antennes.

Malgré leur responsabilité dans la vie civique et politique, et une dérive vers une proximité qui confine au repli sur soi, les médias ne sont pas responsables de l'image plus faible que donne l'UE. Les échecs successifs des Européens à parler d'une seule voix, ou du moins à prendre une place à des moments cruciaux, détournent les citoyens de cette réalité floue, de plus en

Jérôme Clément

de l'UE, tous ces sujets ont été abordés dans nos journaux et sur nos antennes.

Malgré leur responsabilité dans la vie civique et politique, et une dérive vers une proximité qui confine au repli sur soi, les médias ne sont pas responsables de l'image plus faible que donne l'UE. Les échecs successifs des Européens à parler d'une seule voix, ou du moins à prendre une place à des moments cruciaux, détournent les citoyens de cette réalité floue, de plus en



confidentiels

LE FIGARO samedi 10 - dimanche 11 avril 2010

37



Martine Aubry peaufine sa stature internationale
Après l'Inde, la semaine prochaine, la première secrétaire du PS va poursuivre ses voyages à l'étranger. Elle a prévu de se rendre à Shanghai, pour l'ouverture de l'Exposition universelle, à la fin du mois. Événement auquel assistera Nicolas Sarkozy. Et, à l'automne prochain, Martine Aubry a inscrit l'Afrique à son programme. Ses proches lui ont, en effet, conseillé de travailler sa stature internationale.

L'avenir de France Télévisions en débat
À l'initiative du producteur Cyril Vignier, un débat sur l'avenir de France Télévisions, qui sera diffusé aujourd'hui sur le site Internet de Stratégies, s'est tenu jeudi à Paris. Présents en nombre, les professionnels ont exposé des solutions concrètes pour doper les audiences et assurer le financement des programmes des chaînes publiques.

Le soutien de Claude Évin aux cendriers de poche
Député UMP de la Vienne, Jacques Remiller milite pour la distribution par les ruralistes de cendriers de poche biodegradables. Il vient d'écrire à Jean-Louis Borloo et à Jean-François Copé pour défendre l'amendement qu'il présentera en mai, lors de l'examen de l'As-

Barroso inaugure les États généraux de l'Europe à Strasbourg
Le président de la Commission européenne a décidé d'inaugurer les États généraux de l'Europe à Strasbourg, le 17 avril. José Manuel Barroso, dont les convictions libérales ont été affaiblies en Europe par la crise économique mondiale, vient y chercher notamment l'union de son prédécesseur, le très social-démocrate Jacques Delors, qui sera l'hôte d'honneur de l'événement.

Le frère de Guillaume Musso sort un thriller
Dans la famille Musso, on demande le frère Valentin Musso. 31 ans, petit frère de Guillaume, 36 ans, publiera un thriller le 6 mai. Le Ronda des innocents (Les Nouveaux Auteurs) est le premier roman de Valentin, agrégé de lettres et professeur en littérature et langues anciennes, alors que l'auteur de Que serait-ce sans toi ? ou de La Fille de papier fut enseignant en économie.

Un nouveau think-tank sur l'avenir du capitalisme
Alain Merieux (bioMérieux), Frédéric Oudéa (Société générale), Alain Dinin (Nexity), Guillaume Poltrinal (Unibail-Rodamco) et Eric Boustoulier (Microsoft France) figurent parmi les chefs d'entreprise et intellectuels qui ont été

Au pays des « trop vieux »
Par Anne Fulda
L'un, Antoine Bernheim, âgé de 85 ans, doit quitter la présidence de la compagnie italienne Generali à la fin du mois. Mais, plus que jamais, il décide à rester, et faisant preuve d'une énergie à faire frémir toute une armée de jeunes treuquels, il estime, dans Le Figaro d'été, que, même s'il comprend « que l'on n'ait pas souhaité renouveler pour trois ans un président de 85 ans », dans cette affaire « l'âge n'est qu'un prétexte ». Et l'ancien banquier de chez Lazard d'affirmer avec force qu'il « n'accepte pas la façon dont les choses ont été faites (...) ». L'autre, Cristina Alonso, la quarantaine séduisante, et, durant de longues années salariée d'un grand groupe de presse (elle a été créatrice d'Elle à Paris) a été remerciée sans ménagement parce que jugée trop vieille, incertaine, humiliée puis déprimée. Avant d'écrire un livre au titre explicite : Alice au pays des trop vieux (Albin Michel). Sans fard, mais sans impudeur, sous des dehors légers de dépressive houleuse des beaux quartiers, elle y décrit avec minutie et sur un ton drôle et doux-amer sa descente aux enfers. « J'en fais pas que tu le prennes mal. Tu n'y es pour rien... Nous avons bien réfléchi avec Olivier. Nous avons décidé d'embaucher une fille plus jeune pour ce poste... », lui lance son directeur pour lui faire comprendre qu'elle n'est plus dans le coup. L'un et l'autre, chacun à leur façon, sont des résistants au journe ambiant, si

LE FIGARO.fr
Question d'internautes
Seriez-vous prêt à acheter des médicaments sur Internet ?

FIG OUI	30%
FIG NON	70%

Résultat d'après 15 661 votants

Votez sur lefigaro.fr à la question :
Faut-il détruire toutes les habitations situées en zone inondable ?
ou par SMS en envoyant FIGOUI ou FIGNON au 7 71 11 88 88 (50 c par envoi + prix d'un SMS) ou par téléphone au 08 97 45 20 07 (0,35 € par appel).

36

confidentiels

LE FIGARO samedi 10 - dimanche 11 avril 2010

Burqa : l'Élysée pour une interdiction totale
Dans l'entourage du chef de l'État, on affirme que Nicolas Sarkozy est favorable à une interdiction totale de la burqa sur le territoire national. Le président de la République souhaite que ce texte mette particulièrement en avant « le principe du respect de la dignité de la femme » (malgré les réserves sur cette inspiration récemment exprimées par le Conseil d'État), et non l'impératif de maintien de l'ordre public.

Le Medef et le volcan
Face à la paralysie du trafic aérien, qui met en difficulté des centaines d'entreprises, le patronat s'essaye à l'humour. « Grâce au volcan, on teste la résilience », précise le président du Medef, Laurence Parisot, en allusion à la destruction des mouvements écologistes les plus intransigeants. « C'est la vengeance des dieux sur la manière dont l'Islande a géré sa dette », interprète de son côté son homologue du l'Afp (grands entreprises), Maurice Lévy.

Pour une Communauté européenne de l'énergie
Les États généraux de l'Europe ont reçu une proposition de Jacques Delors (photo) visant à créer une Communauté européenne de l'énergie, soixante ans après la déclaration Schuman de l'été 1950, acte fondateur de la CEEA. Guillaume Klossa, fondateur des États généraux, et José Manuel Barroso, président de la Commission, ont ouvert la troisième session de la rencontre, qui, malgré l'empêchement du ministre de l'Énergie, a réuni ce week-end à Strasbourg quelque deux mille personnes à l'initiative des ONG européennes, Notre Europe, et le Mouvement européen.

Grand Paris : une nouvelle gare à Versailles ?
Parmi les centaines de projets imaginés dans le cadre du Grand Paris, figure la création d'une nouvelle gare à Versailles. Concernant sur l'actuelle zone des Mantes, actuellement propriété du ministère de la Défense, celle-ci offrirait un accès direct au parc du château de Versailles, du côté de la Place d'Orléans des Sabots.

L'Eyafjall bloque Laurent Wauquiez au Puy-en-Velay
Laurent Wauquiez ne peut bloquer hier dans sa ville du Puy-en-Velay, en Haute-Loire. Comme beaucoup de ses collègues ministres, le secrétaire d'État à l'Énergie s'est retrouvé piégé par la fermeture des aéroports français et la grève SNCF. Et la voiture ? « Il faut attendre pour faire le trajet entre le Puy-en-Velay et Paris », explique bien son conseiller du secrétaire d'État.

Iran : la Turquie contourne les sanctions
La Turquie a remplacé Dubaï pour contourner les sanctions imposées à l'Iran. Ankara et Téhéran ont établi une zone franche à un poste frontière entre les deux pays. « Les pressions américaines sur Dubaï ont produit leur effet », souligne un homme d'affaires français à Téhéran, qui estime à une vingtaine de milliards de dollars le volume annuel du commerce entre l'Iran et Dubaï.

Procédure pénale : Vallini consulte
André Vallini (photo), député socialiste de l'Eure, avocat et ancien président de la commission parlementaire sur l'Outre-mer, se prépare au débat parlementaire sur la réforme de la procédure pénale en consultant de nombreux spécialistes. Après avoir déposé à l'Assemblée nationale avec l'avocat Jacques Vergès et l'ancien président du Conseil constitutionnel Roland Dumas « son favorable au maintien du juge d'instruction », André Vallini s'apprête à recevoir, toujours à l'Assemblée, le juge Renaud Van Rynnebeke.

LA BANCAIRE DU DÉPUTÉ ET MINISTRE





s généraux de l'Europe / En débat aujourd'hui à Strasbourg

e citoyenneté à inventer

La Belgique et les Pays-Bas, au traité constitutionnel, on a réalisé qu'il n'y avait pas de lieu où les citoyens européens : c'est de ce constat, expliqué par Guillaume Klossa, d'EuropaNova, que sont nés les États généraux de l'Europe. L'Europe, existe-t-elle vraiment ?



500 millions d'Européens, un « espace de vie commun », mais des concepts encore vides. (Photo archives DNA)

organiser des élections, tous les 5 ans, en négligeant le fait qu'on peut faire de grandes choses en étant sur le terrain», se désole Ulrich Bohner, ancien secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. « Les élites technocratiques ont toujours considéré que l'Europe était trop compliquée pour que le peuple s'en préoccupe », tempère Jacques Schmitt, think-tank strasbourgeois à lui tout seul et initiateur d'Unir l'Eu-

l'UE une seule pareille de machine à voter. Il faut qu'ils arrêtent cette machine !

Aaaaaah... Et... quelques idées de solutions ? De l'intérieur de la mécanique européenne, les députés européens en cherchent. Le droit d'initiative citoyenne**, introduit par le traité de Lisbonne, met Alain Lamassoure et Sandrine Bélier d'accord. « C'est l'une des seules manières de faire émerger les vrais problèmes des citoyens », estime le Béarnais.

sol comme le fait trop souvent l'UE. »

« Je rêve d'un président de l'Union élu au suffrage universel direct »

La suite de son rêve nécessiterait – au moins – un nouveau traité : « faire des élections et des référendums transnationaux, ça permettrait de créer une nouvelle dynamique et d'éviter les replis nationalistes, très fréquents

aux élections européennes, se sentiraient concernés. »

Du Conseil de l'Europe voisin, pourtant dans l'ombre de la grande UE, Ulrich Bohner semble penser que l'Europe n'est pas encore assez forte : « Il faut que nous gouvernements aient le courage de la doter des instruments dont elle a besoin. Tant qu'elle aura peu de pouvoir de décision, on donnera aux citoyens des raisons de la fuir inutile et de s'en désintéresser. Ce n'est pas qu'on a trop d'Europe, c'est

Strasbourg / États généraux de l'Europe

Lellouche et Barroso prônent la solidarité

Une inquiétude sur son avenir. Le secrétaire d'État aux Affaires européennes et le président de la Commission européenne ont exprimé, sur des tons différents, des préoccupations proches hier à Strasbourg.



Manuel Barroso hier à Strasbourg : de réelles inquiétudes de l'Europe. (Photos DNA - Laurent Réa)

de la
venu sur
ique pu-
erre Lel-
evanche
rsqu'il a
ropéen,
son sou-
discours
ion des
l'Europe
: «Je se-
rlement
être vidé
squ'il se
Le gou-
souhaite
t appli-

fameux discours d'annonce de la CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier).

Pourtant, l'heure n'était pas à la joie hier. Pierre Lellouche a dit son «inquiétude sur la place de l'Europe dans le monde et sur les immenses dé-

fis à relever», d'autant que «l'émergence de politiques économiques majeures sur d'autres continents risque de signifier un déclassement pour l'Europe» et de prédire «la fin d'une Europe qui a dominé le monde durant cinq siècles». En matière de politique européenne, «le retour du chacun pour soi», en particulier lors du débat initial sur le sauvetage de la Grèce, est regrettable. «Beaucoup de travail reste à accomplir, notamment sur l'intégration des Balkans».

José Manuel Barroso s'affiche en défenseur des solidarités. Le commissaire européen fustige les «égoïsmes nationaux» et se dit prêt à défendre les exclusions, la lutte contre la pauvreté, l'éducation et la formation professionnelle, qu'il souhaite ins-

crire à l'agenda 2020 de l'Union européenne. «Je dois insister auprès des gouvernements pour que ces points soient pris en compte». La bible du commissaire européen demeure le traité de Lisbonne et sa traduction «en une volonté politique». En premier lieu, en luttant contre le chômage et en «préparant un plan de croissance économique».

Retour de la xénophobie et des nationalismes

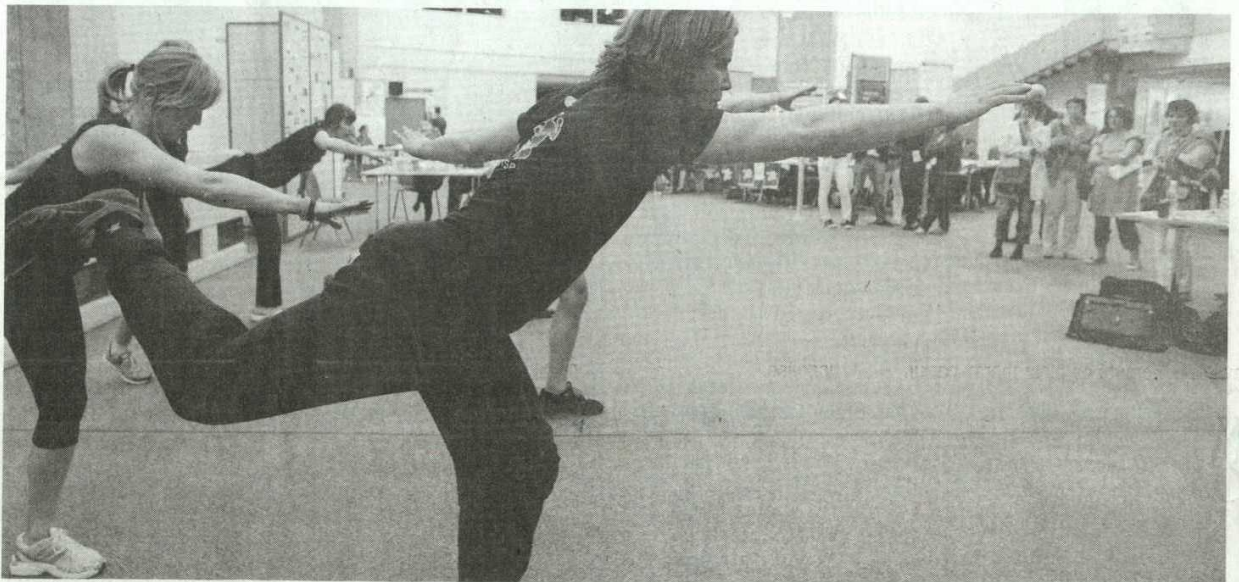
Dans son discours, José Manuel Barroso a esquivé les sujets qui fâchent. Pierre Lellouche ne s'est pourtant pas privé de dénoncer «le retour de la xénophobie et des nationalismes» dans certains pays,

faisant allusion aux récentes élections législatives en Hongrie. Il a également évoqué un entretien avec Barroso sur le devenir des Roms, «citoyens à part entière dans l'Union européenne, mais pour beaucoup d'entre eux victimes de racisme». Pour autant, «est-ce que le principe du libre accès doit servir d'alibi à des trafics d'êtres humains?»

Interrogé sur sa position, le président de la Commission européenne a rappelé les principes: «Les États ne doivent pas faire de discrimination sur des bases ethniques; c'est à eux de maintenir des efforts en matière d'intégration», en veillant à réprimer les actes à caractère criminel.

Laurence Rey

(*) DNA du 15 et du 17 avril



Les États généraux étaient ouverts au grand public, qui a beaucoup apprécié la démonstration de gymnastique suédoise.

la Croix

VENDREDI 16 AVRIL 2010

11

Forum & débats

SOMMAIRE >>> DOSSIER : L'Exposition universelle de Shanghai s'ouvre le 1^{er} mai. Les mutations en Chine P. 12-13

>>> POINT DE VUE : «Les remparts contre le terrorisme», Magnus Falkehed P. 14 >>> REVUE : «Cités» fête ses 10 ans P. 14

ENTRETIEN >>> Marcel Grignard, secrétaire général adjoint de la CFTD

«La concurrence sociale et fiscale annule les acquis sociaux de l'Europe»

Pour le secrétaire général adjoint de la CFTD, la convergence sociale des pays européens reste freinée par de trop grosses disparités



Marcel Grignard. «Tous les États [européens] devraient avoir un revenu minimum, négocié ou voulu par la loi.»

L'Europe sociale existe-t-elle réellement ?

MARCEL GRIGNARD : Oui, évidemment. Beaucoup d'éléments dans notre droit social national découlent de directives européennes, qui ont été transposées chez nous. Les salariés de l'Union européenne ont donc des droits très voisins sur ces questions. Les sécurités que l'on trouve sur les machines pour protéger les salariés comme le renforcement de l'égalité entre hommes et femmes en sont le résultat. Par ailleurs, des centaines de milliers de salariés en Europe sont aujourd'hui représentés au sein de comités d'entreprise européens. C'est le seul exemple au monde d'instances de représentation collective d'entreprises implantées sur différents territoires nationaux.

Le respect de ces droits est-il effectif partout en Europe ?

Le fait que les directives soient transposées en droit national oblige les parlements nationaux à mettre en œuvre une directive commune en tenant compte des particularismes locaux et de la culture nationale. Par ailleurs, une partie des droits des salariés résulte d'accords collectifs conclus entre Business Europe (patronat européen) et la Confédération européenne des syndicats (CES). Le dernier en date concerne le harcèlement et la violence au travail. La première garantie de l'effectivité des droits tient donc au fait que les parlements et les partenaires sociaux sont impliqués dans leur mise en œuvre. Après, celle-ci varie beaucoup en fonction des caractéristiques, des

cultures et habitudes nationales des 27 pays de l'Union. Dans les nouveaux entrants, l'acquisition de la plupart des droits communautaires a dû se faire très vite. Alors que les corps constitués (patronat, syndicats...) n'avaient pas les mêmes moyens ni la même ancienneté que dans le reste de l'Europe. L'Europe sociale paraît pourtant toujours être le parent pauvre de l'UE.

Encore une fois, il n'est pas vrai de dire qu'il n'y a pas d'Europe sociale. Mais il apparaît clairement aux yeux des salariés que, si ce socle de droits est important, persiste pour autant des éléments de concurrence entre les salariés européens (salaires, conditions et temps de travail...), qui s'ajoutent aux contraintes faites aux entreprises (différences fiscales). Cela amène à une forme de concurrence sociale, qui vient effacer ce qui a été acquis en droits sociaux. En d'autres termes, la concurrence sociale, mais aussi fiscale, annule en quelque sorte les acquis sociaux de l'Europe. Et cet effet n'est pas réglé aujourd'hui par les modalités de construction de l'Europe sociale.

Que faudrait-il faire ?

Il faudrait déjà avancer sur le point important de la fiscalité des entreprises, en particulier sur les bénéfices. La concurrence fiscale à laquelle se livrent les États amène en effet les entreprises à bouger en Europe et à déplacer les emplois

en fonction de leurs intérêts. Par ailleurs, il faudrait arriver à établir partout en Europe une forme de revenu minimum, qui ne serait pas un smic européen. Tous les États devraient avoir un revenu minimum, négocié ou voulu par la loi, qui pourrait être calculé par rapport au PIB ou au salaire moyen de chaque pays. Enfin, il faudrait harmoniser l'action des pays européens concernant les mutations de l'emploi : comment accompagne-t-on les salariés qui perdent leur emploi ? Comment

former les salariés pour les rendre plus compétitifs ?

Comment faire en sorte que la Confédération européenne des syndicats exerce une action plus forte ?

Il faudrait déjà que les syndicats qui sont dans la CES (lire ci-dessous) acceptent de transférer au niveau européen une partie de leurs moyens et de leurs pouvoirs pour peser davantage tous ensemble. D'une certaine manière, le syndicalisme européen a le même problème que l'UE avec les États :

ses membres préfèrent agir pour leur propre compte, oubliant trop souvent qu'ils seraient plus forts et plus efficaces s'ils agissaient en commun avec les autres pays.

Que proposeriez-vous concrètement ?

En plus de donner des moyens humains et financiers à la CES, il faudrait lui confier des mandats de négociations. On pourrait aussi faire en sorte que, quand la CES intervient au niveau de l'Union européenne, les syndicats nationaux fassent de même auprès de leurs gouvernements et parlements, pour ainsi agir de concert. Il faudrait aussi que le patronat européen ait la volonté de créer de nouveaux droits. Les réunions régulières, qui ont lieu entre Business Europe et la CES, devraient permettre de décider des sujets sur lesquels il faut avancer ensemble et donc s'auto-saisir. Avec le protocole de Maastricht, la Commission peut demander, lorsqu'elle veut légiférer dans un domaine social, aux partenaires sociaux de se saisir de la question. Et s'ils n'agissent pas, elle décide seule. C'est une façon de faire pression sur les partenaires sociaux européens.

Le traité de Lisbonne a-t-il changé quelque chose ?

Même si ce nouveau traité est imparfait, il améliore malgré tout le fonctionnement de l'Union européenne. Il rend aussi opposable un certain nombre de droits nouveaux pour les citoyens. Tout cela devrait favoriser l'évolution vers une Europe que nous désirons. Mais il faut attendre encore quelques mois pour voir si cela produit des effets.

Le Parlement, auquel davantage de pouvoirs ont été conférés, est-il devenu un allié ? La CES s'appuie-t-elle sur ces élus ?

Des échanges réguliers ont lieu entre la CES et des groupes parlementaires européens. Nous avons réussi ensemble certaines actions. L'une, antérieure au traité de Lisbonne, porte sur la révision de la directive sur la durée du travail. Celle-ci prévoyait notamment l'«opt out», portant de 48 à 65 heures la durée de travail hebdomadaire maximale. C'est le travail mené en commun avec le Parlement européen qui a abouti à ce que ce projet soit abandonné à l'époque. L'action du syndicalisme européen vis-à-vis des députés a aussi amené aux changements fondamentaux de la directive «services», qui est devenue acceptable en termes de droits sociaux.

RECUEILLI PAR AUDE CARASCO

REPERES

Les 3^{es} états généraux de l'Europe

Marcel Grignard, numéro deux de la CFTD, interviendra lors des 3^{es} états généraux de l'Europe, organisé notamment par Notre Europe, EuropaNova, le Mouvement Européen-France, et dont La Croix est partenaire. Ils se dérouleront le samedi 17 avril, au Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg.

RENS. : www.etatsgeneraux-europe.eu (entrée libre et gratuite)

La Croix publie dans le numéro du daté 17 et 18 avril une recontre avec Paul Collotwald, jeune journaliste en 1950, témoin de la naissance de l'Europe. Retrouvez aussi sur La-Croix.com les résultats d'un sondage sur les «identités nationales et européenne en France et en Allemagne» et l'ensemble du programme de la journée de samedi.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a été créée en 1973. Elle regroupe 74 organisations de 34 pays d'Europe, ainsi que 11 fédérations syndicales européennes, ce qui représente 60 millions de personnes. En France, en sont membres la CFTD, la COT, FO et la CFTC.

Le Journal du Dimanche 18 avril 2010

CHRONIQUES



J. Foley/Opale

Le regard de Cynthia Fleury

Philosophe, chercheur à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, professeur à l'Université américaine de Paris, Cynthia Fleury,

35 ans, est l'une des jeunes intellectuelles qui comptent aujourd'hui. Ses travaux portent principalement sur les pratiques réelles de la démocratie

(*Les Pathologies*, Fayard, 2005) et les pratiques réelles de la démocratie (Fayard), traitant

La mère de ma mère

■ Ce regard – que l'on me demande de rédiger dans ces pages –, ce sera déjà la fin du regard de la mère de ma mère, partie ces jours-ci. Qui réveille l'histoire des familles et celle des mères. Il n'y aura pas cette onde rougeoyante formée par les bougies sur le parvis du palais présidentiel polonais pour dire adieu à Lech Kaczynski. Qu'un peuple salue la mort de son président aimé ou détesté, ou qu'une famille se recueille autour du proche disparu, aimé ou détesté, la solennité du geste reste la même. C'est un suspense. C'est une douleur. C'est une grâce. Les observateurs peuvent s'en émouvoir mais la mort confère à la vie un surcroît.

Hervé et Stéphane

■ Ce regard, ce sera aussi les regards des journalistes Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, enlevés le 30 décembre alors qu'ils étaient en reportage en Afghanistan, dont les noms et les visages viennent enfin d'être révélés à l'opinion publique. Longtemps cachés pour mieux les protéger, ils sont désormais dévoilés au nom du même principe. Les prises d'otages des journalistes continuent de laisser les démocraties en plein désarroi, aux prises avec la présumée non-négociabilité de leurs principes. Jusqu'où négocier avec les ennemis de la

nous assure-t-on, mais là aussi on tarde à reprendre le pas allant de l'agenda. Dernier avatar de ce remaniement des travaux et des comportements qui ne dit pas son nom : la vente de la régie publicitaire de France Télévisions suspendue, comme un ultime coup de canif dans la (non) doctrine sarkozyste. On espère le sine die durable.

Un 9 mai pour l'Europe

■ Regard sur notre passé et notre futur, avec les états généraux de l'Europe, premier rassemblement de la société civile européenne en France, qui ont lieu ce week-end et célèbrent les 60 ans de la Déclaration Schuman. « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait », déclarait alors celui qui a présidé à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, première des Communautés européennes. Les trois associations organisatrices de l'événement – EuropaNova, Notre Europe et Le Mouvement européen-France – savent à quel point nos « solidarités de fait » sont toujours à construire et qu'après avoir été économiques, il faut qu'elles deviennent politiques, culturelles et civiles. La création d'un jour commun européen férié, le 9 mai, mettrait symboliquement l'accent sur ce vécu désormais à partager ensemble.



DR

Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, les deux journalistes

à la publicité. Les 140 caractères pourront faire l'objet de messages publicitaires. Twitters, révoltez-vous contre cette nouvelle victoire de l'ordre marchand!

Nous le savons, les gratuités

sont des simulacres. Dans nouveaux réseaux sociaux la traçabilité est le prix à payer. Le modèle twittérien est déjà amplement rentable, par ailleurs au législateur de mettre en place une traduction



DNA / Monde

POLONIE

Le 20 juin, date virtuelle de la présidentielle anticipée

□ Le président polonais par intérim Bronisław Komorowski a continué hier avec l'opposition que le premier tour de la présidentielle anticipée suite au décès du président Lech Kaczyński aurait lieu le 20 juin, repoussant au 21 avril l'annonce officielle de cette date.

□ Les causes exactes de l'accident d'avion survenu samedi près du Smolensk en Russie, qui soulevait nombre de questions, restent incertaines.

□ La représentation permanente de la Pologne auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg a fait savoir hier qu'une messe de requiem bilatérale (en français et en polonais) sera célébrée le dimanche 18 avril à 10h dans l'église St Florent de Strasbourg-Grœnbourg en mémoire du couple présidentiel polonais et des 96 autres victimes de la catastrophe aérienne.

□ Le crû du Wawel à Cracovie, première des grandes tombes de Pologne, comme lieu de sépulture du président polonais Lech Kaczyński, est venu briser l'unité électorale dans tout le pays depuis la mort. Le président conservateur et son épouse Maria doivent être enterrés éminemment dans la crypte de la cathédrale du château du Wawel de l'ancienne capitale de Pologne, en présence de dirigeants du monde entier.

Mais un tumulte est visible en Pologne, après quatre jours de deuil et de larmes dans une commémoration apparemment sans faille, tournant qui s'écroule par des manifestations, grèves de protestation sur des tableaux noirs, et sur Facebook et autres commentaires d'internautes.

LES ETATS-UNIS INQUIETS

Des missiles syriens transférés au Hezbollah?

Les Etats-Unis sont «de plus en plus inquiets» d'un éventuel transfert par la Syrie de missiles de longue portée à la milice libanaise du Hezbollah, et font fait savoir au gouvernement syrien, a indiqué hier le porte-parole de la Maison Blanche. Un tel transfert serait peser «un risque important» sur le Liban.

Interrogé sur le même sujet, un haut responsable américain a ajouté que la Syrie envisageait de fournir des missiles Soud au Hezbollah, avec l'objectif de pouvoir dire à Damas l'avait déjà fait, comme l'affirment les autorités israéliennes.

AUTOMOBILE / D.A.M.E.T

Critiques d'actionnaires sur l'alliance avec Renault

Un certain nombre d'actionnaires du constructeur automobile allemand Daimler ont critiqué hier l'alliance annoncée la semaine dernière avec le groupe Renault-Nissan dans les petites voitures. «C'est une erreur de se ranger à l'arrière des opérations de Daimler», a estimé Ingo Schick, venu représenter à l'assemblée générale des actionnaires à Berlin le fonds d'investissement Union Investment, et mettant en doute la capacité de Daimler à tirer un véritable profit de cette double alliance.

Mais le bilan de Daimler en matière d'acquisition et de partenariats n'est pas brillant. Son échec le plus retentissant a été le rachat, puis la vente du constructeur américain

Etats généraux de l'Europe / Jacques Delors

«Débattre, critiquer, proposer»

Donner aux citoyens la possibilité de s'investir dans le débat européen, c'est la vocation des Etats généraux de l'Europe, lancés en 2007, dont la troisième édition se tient ce samedi à Strasbourg. Rencontre avec leur «parrain», l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors.

■ Vous êtes à l'initiative, avec Nicole Europe, des «Etats généraux de l'Europe» qui ont lieu à Strasbourg ce samedi. Quel est leur objectif?

«Tous ces militants politiques, syndicalistes et associatifs – avec tous les citoyens qui le souhaitent et qui, je l'espère, viendront nombreux – vont se retrouver pour la troisième fois à Strasbourg, après les succès des réunions de Lille et de Lyon. Ils vont tous aider à retrouver l'inspiration des pères de l'Europe à trois semaines du prochain

mit anniversaire de l'appel de Robert Schuman, un geste d'une haute valeur spirituelle et politique, un geste qui a tout changé à coup de petit pas. Je vont débattre, critiquer, proposer. Et surtout, faire revivre, comme en mai 1950, l'esprit européen d'une Europe forte, fraternelle et pacifique.

Nous sommes absolument basculés de leur idéal, de leur foi, de leurs idées.

Les électeurs européens ont montré peu de goût pour les dernières élections européennes, en juin dernier. Que pensez-vous qu'il manque à l'Union européenne pour susciter plus d'intérêt auprès de ses citoyens?

«Il faut sans cesse rappeler que l'Union européenne est une union de nations souveraines qui ont décidé de transférer au niveau européen une partie, mais une partie seulement, de leurs compétences. C'est donc aux gouvernements nationaux d'expliquer à leurs citoyens l'intérêt de la construction européenne, de justifier les décisions prises au niveau



Jacques Delors: «Faire revivre l'esprit européen d'une Europe forte, fraternelle et pacifique»

posts. Si ce travail d'information et d'explication n'est pas fait, comment s'écarter que les citoyens se désintéressent du projet européen?

L'Union a mis du temps, récemment, à se remettre en ordre de marche pour venir au secours à la Grèce et lui proposer une aide ciblée.

En ces temps de crise financière et économique, alors que l'Europe montre ses faiblesses, quelle gouvernance économique souhaitez-vous pour l'UE?

«J'avais présidé en 1988 le comité chargé d'étudier les objectifs, voies et moyens d'une union économique et monétaire (TEM). Notre rapport recommandait une équilibre entre l'union économique et l'union monétaire. Or,

indépendance, comme le suggère notre rapport, mais sans une coordination des politiques économiques nationales. J'ai toujours dénoncé ce déséquilibre qui explique, en partie, le fait que les autorités européennes n'ont pas vu venir les déséquilibres

financiers, alors qu'elles surveillaient les seuls déséquilibres des comptes publics. L'euro est donc la victime à la fois de la crise monétaire et de cette gestion imparfaite de l'ensemble économique traversé par la monnaie européenne.

L'urgence est, bien entendu, de résoudre d'abord les tensions entre les membres de l'UEM et nivelé de déléguer la spéculation. Mais il convient dès maintenant de revoir les règles en renforçant la coopération économique, financière et monétaire, en vue d'un jeu géopolitiquement gagnant pour tous.

Que pensez-vous de la position allemande vis-à-vis de la situation grecque? Pensez-vous, à l'instar d'Angela Merkel, que la TAT est la sauvegarde appropriée?

«Ce n'est vraiment pas le moment de jouer de l'huile sur le feu entre les pays membres de l'UEM. Mais j'ajoute que, comme beaucoup d'Européens, j'ai été marquée par cette incapacité de l'Union à répondre aux problèmes avec ses propres moyens. Or, elle en a la possibilité.

Projet recueilli par ACB

Des portes grandes ouvertes au débat

Cette fois, c'est pour vous! C'est la première fois que nombreuses manifestations internationales ont lieu à Strasbourg à l'initiative d'Alma Lino, les Etats généraux de l'Europe ont été accueillis ce samedi 18 avril à Strasbourg. Les citoyens européens sont au centre de la manifestation, avec une large place laissée au débat. Ceux qui ont des questions à poser à José Manuel Barroso, à Jacques Delors, à l'ancien président italien Mario Monti-Francia, au président d'EDS Louis Gallois ou à la liste d'intervenants invités sont donc les bienvenus. Pour que la parole soit totalement libre, à deux pas des cathédrales et croisées, on pourra aussi s'installer à la gymnastique ou au dîner turc.

▼ **Jean-Yves Haberet**
77 ans - L'ex-PDG du Crédit
lyonnais a été suspendu par dé-
cret de ses décorations (Légion
d'honneur et Mérite) pour sept
ans, à la suite de sa condamna-
tion dans l'affaire des comptes
frauduleux de la banque.

A black and white photograph of a man in a dark suit, white shirt, and patterned tie. He is sitting on a tall, thin metal stool, leaning forward with his hands clasped in his lap. He is looking directly at the camera with a slight smile. The background is a plain, light-colored wall.

Président et supporter. Le chef de l'Etat reste un Inconditionnel du PSG. Quelques heures après son retour d'une visite d'Etat en Chine, le 1^{er} mal, Nicolas Sarkozy a fait inscrire à son agenda une obligation particulière : il se rendra au Stade de France pour assister, dans la soirée, à la finale de la Coupe de France de football, qui opposera le club parisien à l'AS Monaco.

Menacé par Guérini
Le député Renaud (photo) a entendu le 19 avril par la P de la France sur les menaces proférées contre son encounter, devant par Alexandre Guérini, homme d'affaires et président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône. Alexandre Guérini, Jean Noël Guérini. Il a accusé le procureur d'engagement de poursuites. L'enquête sur le traitement des déchets à Marseille Alexandre Guérini a poursuivi ce jour.

« Nicolas Sarkozy a, en quelque sorte, désacralisé la fonction présidentielle. »

Jean-Pierre Raffarin,
ancien Premier ministre,
qui souhaite un « acte II
du quinquennat »
(RTL, 18 avril).

INDISCRETS

LE BLOG

Augustine
Henderson
Lawrence

INTERNATIONAL

CODE MORAL

Le ministère de l'Intérieur malaisien a établi une nouvelle liste d'interdictions et de contraintes relatives à la censure cinématographique. Les scènes comprenant des activités « homosexuelles et contre nature » sont à proscrire, ainsi que celles montrant des femmes portant des Bikini trop petits. »

LE TROUBLE DES FRANCS-MAÇONS D'AFRIQUE

■ Révélée par L'Express, la crise qui secoue la Grande Loge nationale française (GLNF), théâtre d'une fronde dirigée contre le grand maî-

Europe : le thon monte

DÉLIVRANTÉ La Commission européenne pour les questions liées au droit des États-Papés-Bas et le Royaume-Uni.

La cohésion de l'UE a été mise à mal lors de la conférence de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (Cites), qui s'est achevée le 25 mars à Doha (Qatar). A tel point que, la veille même, la réunion hebdomadaire, à Bruxelles, des représentants permanents des Vingt-Sept auprès de l'UE a été houleuse. L'ambassadeur maltais, mais aussi ses homologues français ou italien, ont dénoncé les Etats membres qui, à Doha, ont « violé le principe de coopération loyale » censé prévaloir au niveau communautaire. En cause : le Royaume-Uni et les Pays-Bas, qui avaient voté pour l'interdiction immédiate du commerce international du thon rouge, alors que les pays de l'Union avaient pour consigne de s'abstenir. Lors de la réunion bruxelloise, la Commission européenne a évoqué la possibilité d'un recours en justice contre les deux mauvais élèves, comme le permet le traité. Les ambassadeurs britannique et néerlandais, eux, ont gardé le silence...

Oslo : un Web sans traces



La police norvégienne réalise des avantages de tranquillité sur le Meis

La police norvégienne appelle le gouvernement à adopter la directive européenne en vigueur sur la conservation des données électroniques, sous peine de voir le royaume (non membre de l'UE) devenir un refuge pour criminels. Les fournisseurs norvégiens d'accès à Internet effacent, en effet, toute trace de trafic au bout de quelques semaines. Cela mène à la lutte contre les pédophiles et autres délinquants utilisant le Web, affirme la police. Laquelle ne s'écartera pas en mesure de collaborer avec des services européens pourrunt demandeurs.



La « frima » du président congolais
Sékou-Toure guère au fait de la crise des prix

tre, François Stilian, suscite un malaise croissant au sein de la franc-maçonnerie africaine. Notamment parmi les chefs d'État invités au sein de la GUNF ou d'une obédience affiliée, tel le Compteur Denis Sassou-Nguesso. « Le président est troublé, admet un de ses confidentes. Et nous sommes tous frappés par l'intensité et la violence du conflit interne en cours. »

ANNIVERSAIRE

■ En hommage aux 50 ans de la Déclaration Schuman, l'ONG EuropaNova a choisi pour thème des 3^{es} États généraux de l'Europe, convoqués le 17 avril à Strasbourg, « L'Europe : un héritage, quelles responsabilités ? »

112 la semaine confidentiels



RUGBY L'euphorie à Stade de France samedi 20 mars, à l'issue du match officiellement gagné par la France contre l'Angleterre. Thierry Dusautoir, capitaine de l'équipe tricolore, brandit le trophée du Tournoi des six nations. C'est le neuvième Grand Chelem remporté par la France, le premier depuis 2004. De bon augure pour l'aventure du coupe du monde en Nouvelle-Zélande.

LE BON TOUR D'ALFRED

Patron de la petite compagnie genevoise Sunrig, l'honorable d'affaires Riccardo Moriana a longtemps été le pilote privé d'Alfred Sironi, l'ancien ministre de l'Air. Ce week-end, ce pilote de 62 ans, accompagné de son fils Gabriel, s'est offert un record : celui du tour du monde en avion privé. Sur un appareil pesant entre 8 000 et 20 000 kilos. À bord de son jet d'affaires Rockwell Sabreliner 65, il a parcouru 36 920 kilomètres en moins de 58 heures. Il n'a pas eu de son cockpit et n'a dormi qu'une heure et demie.

ETATS GÉNÉRAUX

Le Polonais Leon Waliszewski, la Lettone Vaira Vīķe-Freiberga, la Française

Jacques Delors (photo), participeront à la troisième édition des Etats généraux de l'Europe, le 17 avril prochain à Strasbourg, réunis à l'initiative d'Europa-Nova à l'occasion du 60^e anniversaire de la déclaration Schuman. Jose Manuel Barroso sera l'invité surprise de cette manifestation qui devrait rassembler entre 3 000 et 4 000 personnes.



TRAIN DE SÉNATEUR

Jean Vincent Placé sénateur ? L'habile n° 2 des Verts, qui ne se cache pas de cultiver des amitiés transpartis, ne serait pas indifférent, pour 2011, aux artraits du palais du Luxembourg.

POUVOIR D'ACHAT EXCLUSIF



La grande distribution a détrôné les banques. C'est désormais le secteur le plus mal perçu, prouvant que le pouvoir d'achat n'a pas disparu des préoccupations des consommateurs. Toutes les enseignes dégringolent dans le dernier baromètre Poterak (basos) : -5 points pour Intermarché, -6 pour Leclerc, -7 pour Système U, -8 pour Auchan, -9 pour Casino et... -17 pour Carrefour. Leurs fournisseurs, eux, décollent (+10 pour Dejeu, par exemple). Un classement comblé par Peugeot et Citroën.

Présidentielle 2012

« L'Elysée occupe et modèle ses rêves. [...] Très tôt, Bertrand Delanoë a eu l'intuition que le puissant Hôtel de Ville de la capitale pourrait constituer un formidable tremplin pour accéder au bureau de président de la République. »



« Bertrand Delanoë, la face cachée », par Patrick Rigoulet, éd. Albin.

POLITIQUES DE MARQUES

« Les hommes politiques sont des marques comme les autres. » C'est le titre de livre d'un spécialiste des créations de noms pour sociétés, Marcel Botton (éd. du Moment). A l'heure des régionales, quels patronymes ont aujourd'hui une existence propre de « marque » politique ? Le FN assurément, marqué « antirelles », pourrait-on dire, puisqu'elle abrite aussi la filiale Mariani... Le label Royal marque encore très fort. Un nom pareil, de toute façon, s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. Surtout lorsqu'on découvre, grâce à M. Botton, que l'étymologie du prénom signifie « douce victoire », l'une des marques installées depuis longtemps



dans le paysage politique, en revanche, est en perte de vitesse : Bayrou (photo). Peut-être le patronyme est-il tout simplement mal treuvé. « A l'inconvénient d'une prononciation ambiguë (« bayrou » ou « bérou » ?) soignée la difficulté de décliner un suffixe en féminin, condition sine qua non du succès, selon Botton. Si le royalisme est une voie royale, le bayrouisme est tout bonnement impraticable et l'oubryisme rien-bulle pas. Sous cet angle-là, il est vrai, le (co)héritisme ne serait finalement pas recommandable. Dominique Strauss-Kahn, en revanche, qui a déjà ses straus-kahnismes, pourrait bien engendrer le straus-kahnisme. Le « francorisme » est-il un paramètre important ? « Si de Gaulle s'était appelé Robert Picfou, il n'aurait peut-être pas eu le même destin », rappelle l'expert, qui ajoute : « L'idéal est d'adopter un nom qui rappelle celui du pays. » Hollande, à ce compte-là, devrait s'adresser aux Pays-Bas.

SAUL SLOAN

match de a semaine

Pour l'échéance 22/14/10



POLITIQUE

ELYSÉE

Pierre Charon,
conseiller sur la touche

p. 202



ACTUALITÉ

SANTÉ

Bachelot doublée
par Sarkozy

p. 204



ECONOMIE

EUROPE

Barrière régule
les finances

p. 107

UROPE

E SUIS MEURTRI PAR L'INTERVENTION DU FMI EN GRÈCE »

Jacques Delors

Delors,
reçoit Paris
ans un bu-
te fondation
rope qu'il a
vés avoir
Commission
me en 1995.

S'il a interdit d'intervenir dans le débat politique français, à cause des fonctions occupées par sa fille, Martine Aubry, l'ancien président de la Commission ne cache pas ses critiques sur l'état de l'Union.

PAR ANNE-SOPHIE LE CHEVALIER

Paris Match. La gestion de la crise grecque révèle de grandes dissensions dans l'Union européenne. Pourquoi ?

Jacques Delors. Je déplore que l'on ait bâti l'union économique et monétaire sur un déséquilibre en faveur du pôle monétaire en négligeant le pôle économique. Il explique, avec la crise, les difficultés actuelles. Ce fonctionnement est contraire au rapport du comité Delors de 1989. Nous consacrons plus de pages à la dimension économique qu'à la dimension monétaire. Mais en 1997, la Commission européenne n'a pas maintenu l'esprit de nos propositions. Je l'ai dénoncé depuis, mais en vain. Si on démarre avec un mauvais contrat de mariage, il ne faut pas ensuite s'étonner qu'il y ait des difficultés et des disputes.

Comment se traduit ce déséquilibre ?

Le pôle monétaire avec la Banque centrale a bien fonctionné. Mais la période folle que l'on a connue sur le plan financier a amené les Etats et le secteur privé à s'endetter à l'excès. Et, en l'absence de coordination des politiques économiques, personne n'a surveillé l'évolution financière de plusieurs pays. Aujourd'hui, il faut faire front en affirmant la solidarité des pays membres avec la Grèce, en décourageant la spéculation et en mettant en place une coordination des politiques économiques nationales.

Pourquoi êtes-vous opposé à une intervention du FMI ?



Parce que l'Union européenne a les moyens en elle-même de résoudre la crise et de démontrer que la construction de l'euro est solide. En tant qu'Européen, je suis meurtri par cette intervention.

Elle a pourtant été défendue par l'Allemagne...

Cessez d'avoir cette idée que seule l'Allemagne est coupable. C'est trop simple. **L'Allemagne n'a-t-elle pas évoqué une "exclusion" de la Grèce de la zone euro ?**

Quand il y a une spéculation financière telle, toute phrase déplacée a des conséquences. Dans le cadre du populisme ambiant, avec des échéances électorales pour certains, on se laisse aller. Et voilà le résultat.

Vous avez connu un couple franco-allemand fort avec Kohl et Mitterrand. L'est-il encore aujourd'hui ?

Ce n'est pas moi qui diminuerai le rôle historique joué par le chancelier Kohl et le président Mitterrand. L'ensemble des pays membres a contribué à cette période extrêmement positive entre 1985 et 1994. Cela dit, la relation franco-allemande a un intérêt en elle-même, et pas uniquement pour l'Europe. C'est pour

cela que je suis intuitivement inquiet. **L'inaction de Bruxelles dans la gestion de la crise grecque lui est beaucoup reprochée...**

Le monde des décideurs était dans une euphorie stimulée par les excès de la finance. Nous avons été plusieurs à les dénoncer dès 2008. Sans écho. Pourquoi accabler une institution plutôt que les autres ? Toutes ont oublié une loi de sagesse qui vaut pour l'humanité depuis qu'elle existe : tout pouvoir qui n'a pas de limites en abuse. Or le pouvoir financier en a abusé. C'est le même pouvoir financier, que les Etats ont pourtant renfloué, qui actuellement spolie contre la Grèce. Peut-on accepter ça longtemps ?

Pourquoi les Vingt-Sept traversent-ils une crise de confiance ?

Face à la mondialisation qui les frappe, les gouvernements ont la faiblesse de ne pas expliquer aux citoyens les mutations du monde. Certains se laissent aller au populisme, d'autres au nationalisme rampant. Résultat, les Européens ne parviennent plus à transcender leurs différences pour aboutir à une action claire, cohérente et rigoureuse. C'est une crise de la construction européenne. (Suite page 102)

parismatch.com

La Croix – 16 avril 2010

Paul Collowald, dans le souvenir du 9 mai

« La Croix » est partenaire des états généraux de l'Europe qui se tiennent ce samedi à Strasbourg, organisés par Notre Europe, Europeanova et Le Mouvement européen en présence du président de la Commission européenne José Manuel Barroso. Paul Collowald, jeune journaliste en 1950, y sera présent



Paul Collowald chérit le souvenir de sa rencontre avec Robert Schuman. Une photo illustre cet événement dans son salon (La Croix/Lebrun).

Le 9 mai 1950, c'était il y a bientôt 60 ans. Mais Paul Collowald en parle comme si c'était hier. L'acte fondateur de la construction européenne n'a rien perdu de sa fraîcheur dans le regard toujours pétillant de cet homme de 86 ans. Il le narre par le menu, avec la faconde propre à celui qui est habitué à raconter son histoire. Surtout lorsque cette histoire croise celle avec une majuscule et ceux qui la façonnent. À commencer par Robert Schuman.

Ce fut une première fois, un an plus tôt, en mai 1949 à Strasbourg. Le ministre français des affaires étrangères vient clôturer un cycle de conférences au « bouillonnant » foyer des étudiants catholiques, où le jeune Paul Collowald s'active parmi les « intellectuels chrétiens sociaux » désireux de « réfléchir l'après-guerre » dans une approche déjà européenne.

La petite équipe, menée par un religieux alsacien hors du commun, Frère Médard, se sent confortée par le lancement du Mouvement européen dans la foulée du congrès inédit de La Haye de mai 1948. Et par la signature un an plus tard du traité créant le Conseil de l'Europe, dont Robert Schuman a défendu qu'il siège dans la capitale alsacienne. « Qu'un Lorrain soutienne Strasbourg, c'est bon signe pour faire l'Europe ! » plaisante d'emblée Robert Schuman dans sa conférence. Paul Collowald s'esclaffe encore du trait d'esprit du ministre, lorrain d'origine.



EUROPA GESTALTEN

Am 17. April findet das dritte Europa-Forum in Straßburg unter der Leitfrage „Europa: ein Erbe, welche Verantwortung?“ statt. Anlässlich des 60. Jahrestages der Schuman-Erklärung sind alle Bürger Europas zu Workshops und Kulturveranstaltungen eingeladen. Die

ARTE-Präsidenten Gottfried Langenstein und Jérôme Clément, Verteidigungsminister Guttenberg und der ehemalige Präsident der EU-Kommision Jacques Delors zählen zu den hochkarätigen Gästen. ► www.etatsgeneraux-europe.eu/de

États généraux de l'Europe

À l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration Schuman, c'est sur le thème de «L'Europe : un héritage, quelles responsabilités?» que se tiendront les 3^{es} Etats Généraux de



l'Europe le 17 avril. L'occasion de se rencontrer, de débattre

et de travailler sur l'héritage des Pères fondateurs de l'Europe, mais aussi sur la relance de l'idée européenne, autour de projets citoyens. Au programme, des ateliers-débats donc, mais aussi un café littéraire, un village européen de plus de 80 stands, la projection de films, la simulation du Parlement européen par les 16-22 ans, une exposition, des ateliers pour enfants, un peu de gymnastique suédoise et des jeux concours. Ce rendez-vous exceptionnel est ouvert à tous, en entrée libre. Rendez-vous donc de 9 à 19h au Palais de la Musique et des Congrès.

EN SAVOIR +

www.etatsgeneraux-europe.eu

DNA / Monde

EUROPE

Une fierté très partagée

Les Français et les Allemands sont fiers d'être européens, selon un sondage Opinion Way publié hier avant les États généraux de l'Europe qui doivent avoir lieu ce samedi à Strasbourg(*). Les Français disent leur attachement au drapeau étoilé à 78 %, et les Allemands à 84 %. Là où les habitants des deux pays voisins divergent, c'est quand il s'agit de leur fierté nationale : avec 82 % d'Allemands fiers d'être allemands, nos voisins sont finalement plus nombreux à être fiers de leur citoyenneté européenne que de leur nationalité. Les Français, eux, sont 9 % plus nombreux à être fiers de leur appartenance nationale.

Autre apprentissage de ce sondage : les deux peuples font preuve du même optimisme quant à l'avenir du couple franco-allemand : à la question «Pensez-vous que le couple franco-allemand continuera d'être le moteur du couple européen pour les 10 années à venir ?», ils répondent oui dans une belle unité, à 79 %.

(*) www.etatsgeneraux-europe.eu

Agences de presse

- | | | | |
|----|---------------|---|---------------|
| 1. | 07 avril 2010 | Les États Généraux de l'Europe | Agence Europe |
| 2. | 11 avril 2010 | Agenda di attualità internazionale settimana 12-25 aprile | ANSA |
| 3. | 16 avril 2010 | Domani in Italia e all'estero | ANSA |
| 4. | 16 avril 2010 | UE: A Strasburgo Stati Generali per celebrare dichiarazione Schuman | Asca |
| 5. | 17 avril 2010 | Oggi in Italia e all'estero | ANSA |
| 6. | 19 avril 2010 | | Agence Europe |

Presse écrite

- | | | | |
|-----|------------------|--|--|
| 7. | 22 janvier 2010 | Clubs & Think-tanks : EuropaNova | La lettre A, n. 1440 |
| 8. | Mars 2010 | Les états généraux de l'Europe III | L'Histoire, n. 351 |
| 9. | Mars 2010 | La 3ème édition des États généraux de l'Europe à Strasbourg | Magazine, n. 361 |
| 10. | Mars 2010 | Les états généraux de l'Europe : 17 avril à Strasbourg | Regards sans frontières |
| 11. | 19 mars 2010 | Clubs & Think-tanks : Notre Europe | La lettre A, n. 1448 |
| 12. | 25-31 mars 2010 | États généraux | Paris Match |
| 13. | Avril 2010 | États généraux de l'Europe | Strasbourg Magazine, p. 17 |
| 14. | 07 avril 2010 | Les états généraux de l'Europe | La Croix |
| 15. | 08 avril 2010 | Anniversaire | L'Express |
| 16. | 10-11 avril 2010 | Barroso inaugure les États généraux de l'Europe à Strasbourg | Le Figaro, p. 37 |
| 17. | 14 avril 2010 | Pour l'Europe, prenons nos responsabilités | La Croix, p. 27 |
| 18. | 14 avril 2010 | Une fierté très partagée | Les Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA) |
| 19. | 14 avril 2010 | Français et Allemands au diapason | Metro France, p.9 |
| 20. | 15 avril 2010 | Débattre, critiquer, proposer | DNA |
| 21. | 15 avril 2010 | Strasbourg, un espace de débat | DNA |
| 22. | 16 avril 2010 | L'Europe, arbitre de l'économie | Metro France, p. 9 |
| 23. | 16 avril 2010 | Paul Collowald, dans le souvenir du 9 mai, | La Croix, p. 11 |
| 24. | 16 avril 2010 | L'Europe en débats | Direct Strasbourg, p. 15 |
| 25. | 16 avril 2010 | Bürger diskutieren über Europa | Badische Neueste Nachrichten |
| 26. | 16 avril 2010 | Europa gestalten | ARTE Magazin |

27.	17 avril 2010	Une citoyenneté à inventer	DNA, p. 6
28.	17 avril 2010	Redonner du sens et un cap à l'Union	DNA, p. 6
29.	17 avril 2010	Dossier : L'Europe est morte, vive l'Europe !	Le Monde, p. 20-21
30.	17 avril 2010	États généraux de l'Europe	20 Minutes Strasbourg
31.	17 avril 2010	Dossier + rappel couverture	La Croix, p. 1, 6-7
32.	18 avril 2010	Lellouche et Barroso prônent la solidarité	DNA
33.	18 avril 2010	Un 9 mai pour l'Europe	Journal du Dimanche, p. 21
34.	19 avril 2010	Pierre Lellouche redoute le déclin de l'Europe	La Croix, p. 6
35.	22 avril 2010	Le Point de la semaine	Le Point
36.	20 avril 2010	Sich europäisch fühlen, aber Europa kaum kennen	Badische Zeitung
37.	20 avril 2010	Pour une communauté européenne de l'énergie	Le Figaro, p. 36
38.	23 avril 2010	Clubs & Think-tanks : EuropaNova	La lettre A, n. 1453

Radios

39.	10 avril 2010		France Bleu Alsace
40.	15 avril 2010	J. M. Barroso devrait participer aux états généraux de l'Europe ce week-end à Strasbourg	Europe1
41.	15 avril 2010	J. M. Barroso devrait participer aux états généraux de l'Europe ce week-end à Strasbourg	BFM
42.	17 avril 2010	L'Europe plus citoyenne ?	Euradionantes.eu

Télévisions

43.	17 avril 2010	Les Etats généraux de l'Europe à Strasbourg	France 3 Alsace
-----	---------------	---	-----------------

Médias en ligne

44.	05 mars 2010	Invitation aux 3èmes États Généraux de l'Europe	Coffeefactory.cafebabel.fr
45.	06 mars 2010	Les états généraux de l'Europe III (rubrique débattre)	Touteurope.fr
46.	22 mars 2010	Photographiez votre Europe !	Touteurope.fr
47.	25 mars 2010	Participez aux États généraux de l'Europe, le rendez-vous annuel	Touteurope.fr

		de la société civile avec l'Europe !	
48.	26 mars 2010	Come and join us for the Third Europe Forum in Strasbourg on April, 17th	Coffefactory.cafebabel.co.uk
49.	26 mars 2010	Anlauf des 3. Europa-Forums, am 17. April 2010 in Straßburg	Coffefactory.cafebabel.de
50.	30 mars 2010	Mario Sepi : « L'Europe ne doit pas oublier l'esprit de solidarité qui l'a fait naître »	Toute l'Europe
51.	30 mars 2010	États généraux de l'Europe	Euractiv.fr
52.	02 avril 2010	Trzecia edycja États Généraux de l'Europe (Form Europejskie) będzie miała miejsce 17.04.2010, w Strasbourgu	Coffefactory.cafebabel.pl
53.	07 avril 2010	Simulation parlementaire aux Etats Généraux de l'Europe le 17 avril	Fenêtre sur l'Europe
54.	08 avril 2010	« Construire un socle commun de droits à tous les salariés européens » pour Marcel Grignard	Taurillon.org
55.	08 avril 2010	« ARTE est un partenaire de poids pour ces Etats Généraux de l'Europe » pour Jérôme Clément	Taurillon.org
56.	09 avril 2010	« Au niveau européen, le consensus qui ne fait pas de politique est une erreur » pour Sauvons l'Europe	Taurillon.org
57.	10 avril 2010	3èmes Etats généraux de l'Europe	Radiofrance.fr
58.	11 avril 2010	Barroso inaugure les États généraux de l'Europe à Strasbourg	Lefigaro.fr
59.	12 avril 2010	3èmes États Généraux de l'Europe	Letransfo.fr
60.	12 avril 2010	États Généraux de l'Europe donnent rendez-vous aux citoyens européens	La-croix.com
61.	12 avril 2010	Posez vos questions lors des Etats Généraux de l'Europe	Coffeefactory.cafebabel.fr
62.	13 avril 2010	Deutschland Ehrengast bei 3. Europa-Forum	Euractiv.de
63.	13 avril 2010	Paul Collowald : « Je suis inquiet mais pas résigné »	Euractiv.fr
64.	13 avril 2010	Des lycéens qui écrivent leur déclaration Schuman	Taurillon.org
65.	13 avril 2010	L'UE prévoit d'élargir Erasmus pour les entrepreneurs	Euractiv.com

66.	13 avril 2010	Français et Allemands au dipason	Metrofrance.com
67.	14 avril 2010	87% des Français fiers de leur nationalité	Lefigaro.fr
68.	14 avril 2010	Une fierté très partagée	Dna.fr
69.	14 avril 2010	Fiers d'être Européens !	Touteleurope.fr
70.	14 avril 2010	Les Français fiers de leur nationalité	Europe1.fr
71.	14 avril 2010	Au chevet de l'Europe avec EuradioNantes	Fragil.org
72.	15 avril 2010	Etats Généraux de l'Europe: Interview avec Guillaume Klossa	Radioeurodistrict
73.	15 avril 2010	Des Etats généraux pour relancer l'Europe	Parismatch.com
74.	15 avril 2010	Pour l'Europe, prenons nos responsabilités	La-Croix.com
75.	16 avril 2010	Sentiment national : Français et Allemands au coude à coude !	2-ufer.com
76.	16 avril 2010	Le printemps réveille l'Europe	2-ufer.com
77.	16 avril 2010	UE: A Strasburgo Stati Generali per celebrare dichiarazione Schuman	Asca.it
78.	16 avril 2010	Etats Généraux de l'Europe: Interview par Euradionantes	Strasbourg.cafebabel.com
79.	16 avril 2010	Retrouver l'espoir européen, par Jacques Delors	Lemonde.fr
80.	16 avril 2010	Anlauf des 3. Europa-Forums, am 17.April 2010 in Strasbourg	Coffeefactory.cafebabel.de
81.	16 avril 2010	Les États généraux de l'Europe mettent l'Allemagne à l'honneur	Magazine-deutschland.de
82.	16 avril 2010	STRASBURGO	ilmediterraneo.it
83.	16 avril 2010	Paul Collowald, dans le souvenir du 9 mai	La-croix.com
84.	17 avril 2010	L'Europe plus citoyenne ?	Euradionantes.eu
85.	17 avril 2010	Glut statt Asche für Europas Zukunft	ARTE.tv
86.	17 avril 2010	Deutschland Ehrengast bei 3. Europa-Forum	Euractiv.de

87.	17 avril 2010	Eine Woche Europa hautnah	Badische-zeitung.de
88.	17 avril 2010	EUROPAFORUM	Badische-zeitung.de
89.	17 avril 2010	Ça sent le gaz : le Conseil européen décide de financer le gazoduc Nabucco	Arte.tv
90.	17 avril 2010	« À Strasbourg, l'Allemagne, je la vois de ma fenêtre et l'Europe fait partie de l'info locale »	Arte.tv
91.	17 avril 2010	Les Etats Généraux de l'Europe	Strasbourg-europe.eu
92.	17 avril 2010	La génération des « Enfants d'Erasmus » veut prendre ses responsabilités	Lemonde.fr
93.	17 avril 2010	Pierre Lellouche se trompe de tribune	Strasbourg.cafebabel.com
94.	17 avril 2010	Une citoyenneté à inventer	Dna.fr
95.	17 avril 2010	Des Etats généraux pour relancer l'Europe	Parismatch.com
96.	17 avril 2010	Le regard de Cynthia Fleury	Lejdd.fr
97.	17 avril 2010	Pierre Lellouche aux Etats généraux de l'Europe	Radioeurodistrict.com
98.	17 avril 2010	Barroso: l'Europe a besoin de volonté politique pour faire face aux défis économiques	Eux tv – the european affairs channel on YouTube
99.	18 avril 2010	Rapprocher UE et citoyen	Lalsace.fr
100.	18 avril 2010	Lellouche et Barroso prônent la solidarité	Dna.fr
101.	19 avril 2010	États Généraux de l'Europe: Sarkozy passe avant l'Europe	Cafebabel.fr
102.	19 avril 2010	L'Europe est plus que Bruxelles et Strasbourg, dit Barroso	Eux tv – the european affairs channel on YouTube
103.	19 avril 2010	Pierre Lellouche : «Le temps ne joue pas en faveur de l'Europe»	2-ufer.com
104.	20 avril 2010	Sich europäisch fühlen, aber Europa kaum kennen	Badische-zeitung.de
105.	20 avril 2010	Pour une Communauté européenne de l'énergie	Lefigaro.fr
106.	20 avril 2010	Un grand rêve d'Europe à Strasbourg	Taurillon.org

- | | | | |
|------|---------------|--|----------------------------|
| 107. | 21 avril 2010 | Delors: "Je suis meurtri par l'intervention du FMI en Grèce" | Parismatch.com |
| 108. | 21 avril 2010 | Propositions pour structurer une politique industrielle européenne | Euractiv.fr |
| 109. | 21 avril 2010 | Etats Généraux de l'Europe : Barroso affirme le besoin d'unité de l'Europe | Fenêtre sur l'Europe |
| 110. | 21 avril 2010 | Les institutions et le rêve européens en marche [commentaire à Herman van Rompuy affaiblit-il les institutions européennes ? | Taurillon.org |
| 111. | 27 avril 2010 | Une Europe hors de propos ! | 2-ufer.com |
| 112. | 29 avril 2010 | L'Unione Europea non è un vuoto bla-bla-bla | Coffeefactory.cafebabel.it |
| 113. | 01 mai 2010 | Les états généraux de l'Europe font l'état des lieux des relations euro-maghrébines | Strasbourg.cafebabel.com |

Agrégateurs de news en ligne

- | | | | |
|-----|---------------|---|---------------------|
| 114 | 08 avril 2010 | Les 3èmes États Généraux de l'Europe | Continentalnews.org |
| 115 | 16 avril 2010 | Ue: a Strasburgo Stati Generali Per Celebrare Dichiarazione Schuman | Notizie.yahoo.com |
| 116 | 16 avril 2010 | Eine Einformation des Europa-Forums | Sourcews.de |
| 117 | 17 avril 2010 | Etats généraux de l'Europe, une version pas triste de la vie à 27 | Friendfeed.com |

Portails institutionnels, associatifs et blogs

- | | | | |
|------|-----------------|---|---------------------------------------|
| 118. | 18 janvier 2010 | 60. Jahrestag der Schuman-Erklärung | Wir-tun-was.de |
| 119. | 25 février 2010 | Photographiez votre Europe | Blog des Jeunes Européens Nîmes |
| 120. | 25 février 2010 | Photographiez votre Europe | Notre Europe |
| 121. | 15 mars 2010 | Concours "Photographiez votre Europe" | Association Européenne de l'Education |
| 122. | 17 mars 2010 | L'Europe: un héritage, quelles responsabilités? | Strasbourg européenne |
-

123.	27 mars 2010	Les États généraux de l'Europe, Les Brèves européennes	L'hebdomadaire d'information, Mouvement Européen France Seine et Marne, n. 238
124.	29 mars 2010	Lacement des 3èmes États Généraux de l'Europe, un rendez-vous exceptionnel ouvert à tous	Portail des Jeunes Européens Strasbourg
125.	29 mars 2010	About Nouvelle Europe	A la limite
126.	29 mars 2010	États généraux de l'Europe III	Association Fonda
127.	30 mars 2010	Les 3ème Etats Généraux de l'Europe sur le thème - 17 avril 2010 - Strasbourg / France, Agenda 2010	Bureau Alsace
128.	30 mars 2010	EM Movement France : The Third Europe Forum, 17 avril 2010 in Strasbourg	European Movement
129.	30 mars 2010	Les États généraux de l'Europe	Association Sport et Citoyenneté
130.	30 mars 2010	Etats généraux de l'Europe - L'Europe : un héritage, quelles responsabilités ?	Faculté de Droit, Sciences politiques et Gestion de Strasbourg
131.	30 mars 2010	Stand d'information « 3èmes Etats généraux de l'Europe »	Office franco-allemand pour la jeunesse
132.	01 avril 2010	Les États généraux de l'Europe le 17 avril 2010	Ville de Strasbourg
133.	01 avril 2010	Dritte Runde der "Etats Généraux de l'Europe" in Strassburg	Institut français en Allemagne
134.	01 avril 2010	Troisième édition des États généraux de l'Europe	Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale
135.	01 avril 2010	L'Europe : un héritage, quelles responsabilités ?	Fondation Centre Culturel Franco-Allemand Karlsruhe
136.	01 avril 2010	Simulation parlementaire des Etats Généraux de l'Europe. Inscrivez-vous !	Parlement européen des Jeunes France
137.	01 avril 2010	Etats Généraux de l'Europe III	Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
138.	01 avril 2010	L'AFCCRE sera présente aux 3èmes Etats Généraux de l'Europe	Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
139.	01 avril 2010	L'Europe vous interesse / Interested in Europe? (Strasbourg)	Paris.craigslist.fr

140.	02 avril 2010	Les États Généraux de l'Europe à Strasbourg	Le bulletin européen de Cannes et sa Région
141.	05 avril 2010	Etats généraux de l'Europe	Fondation Robert Schuman
142.	06 avril 2010	L'Europe dans tous ses États !	Studyrama
143.	06 avril 2010	Etats généraux de l'Europe à Strasbourg	Blog d'Emmanuel Wanner
144.	06 avril 2010	3ème Etats Généraux de l'Europe à Strasbourg	Institut Français a Stuttgart
145.	06 avril 2010	États Généraux de l'Europe le samedi 17 avril 2010	Association des anciens élèves de l'ENA
146.	06 avril 2010	Europa-Union Deutschland- Landesverband Baden-Wuerttemberg	Europa-Union-Deutschland
147.	06 avril 2010	3ème Etats Généraux de l'Europe à Strasbourg, le 17 avril 2010	Consulat Général de France à Stuttgart
148.	07 avril 2010	Anniversaire européen : les 60 ans de la déclaration Schuman I	Blog de François Muller
149.	08 avril 2010	États Généraux de l'Europe, samedi 17 avril, Strasbourg	Mouvement Européen-France
150.	08 avril 2010	États Généraux de l'Europe III : le samedi 17 avril 2010 à Strasbourg	Blog L'abeille orange
151.	09 avril 2010	Les Etats Generaux de l'Europe à Strasbourg le 17 avril 2010	Les Jeunes Européens - Lille
152.	09 avril 2010	Pierre Lellouche, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes, sera présent aux Etats Généraux de l'Europe et prononcera un mot d'accueil!	Actupolitique.net
153.	10 avril 2010	Etats généraux de l'Europe	Les Français du monde
154.	11 avril 2010	Concours « Invente la déclaration Schuman de demain »	Émilangues
155.	11 avril 2010	Concours « Invente la déclaration Schuman de demain »	Académie de Paris
156.	11 avril 2010	Invente une nouvelle déclaration Schuman	Maison de l'Europe de Paris
157.	11 avril 2010	3èmes Etats Généraux de l'Europe : J – 7 !	Blog Contact Europe 77
158.	11 avril 2010	3ème édition des Etats Généraux de l'Europe : 17 avril 2010 à Strasbourg	Association des Journalistes Européens
159.	11 avril 2010	Invente la déclaration Schuman de demain, portail Strasbourg	Strasbourg européenne

		l'européenne	
160.	11 avril 2010	Simulation parlementaire aux Etats Généraux de l'Europe le 17 avril	Blog de Céline Martin
161.	12 avril 2010	3ème édition des États Généraux de l'Europe	blog du CFDT Santé Sociaux 17
162.	05 avril 2010	États généraux / Europe	Fondation Robert Schuman
163.	14 avril 2010	17 avril – Strasbourg – European Alternatives se rend aux Etats Généraux de l'Europe	Euroalter.com
164.	14 avril 2010	Les Etats Généraux de l'Europe	Blog La ville plurielle
165.	15 avril 2010	Les Etats Généraux de l'Europe 2010	Institut Thomas More
166.	15 avril 2010	Etats Généraux de l'Europe, ce samedi à Strasbourg	Blog de Isabelle Durant
167.	16 avril 2010	Présentation des 3èmes états généraux de l'Europe	Secteurpublic.fr
168.	16 avril 2010	III° edizione degli Stati Generali dell'Europa	Italie-France.com
169.	16 avril 2010	3. Europa-Forum - Etats généraux de l'Europe	Stadt Lahr
170.	16 avril 2010	Jutta Steinruck "Wir müssen die Bürger von Europa überzeugen"	SPD-Europa.de
171.	16 avril 2010	Veranstaltungen aderer Europaakteure	Rp.baden-wuerttemberg.de
172.	16 avril 2010	Drittes Europa-Forum in Strasbourg	Deutschland-Frankreich.diplo.de
173.	16 avril 2010	Eine (Fest-)Veranstaltung der Zivilgesellschaft für das breite Publikum	Europa-Union Heilbronn
174.	16 avril 2010	Eine Information des Europa Forums	Konstanz.de
175.	16 avril 2010	A Strasbourg pour les États Généraux de l'Europe	Blog Vivre l'international
176.	16 avril 2010	États Généraux de l'Europe	Blog de Christophe Béchu
177.	16 avril 2010	Agenda	Jeunes Populaires – Fédération de Doubs
178.	17 avril 2010	Außergewöhnliches: États Généraux de l'Europe – Europa-Forum	Europatermine.de
179.	17 avril 2010	José Manuel Durão Barroso Président de la Commission européenne Europe: quel héritage? Quelles responsabilités? Etats généraux de l'Europe Strasbourg, 17 avril 2010	Europa.eu

180.	17 avril 2010	Etats Généraux de l'Europe - IIIème édition. PAS D'AVENIR SANS MEMOIRE. Quel héritage nous ont légué les pères fondateurs ?	Blog EUROPE : vers un nouvel élan
181.	17 avril 2010	Retrouver l'espoir européen	Blog de Nicolas Callegari-Lefèvre
182.	17 avril 2010	Discours de José Manuel Barroso	Commission Européenne – Services audiovisuels
183.	17 avril 2010	José Manuel Durão Barroso Président de la Commission européenne Europe: quel héritage? Quelles responsabilités? Etats généraux de l'Europe Strasbourg, 17 avril 2010	Europa.eu
184.	18 avril 2010	États généraux de l'Europe : quelle est la place des citoyens dans la construction européenne ?	Blog Se former à la communication européenne
185.	19 avril 2010	Les Etats Généraux de l'Europe -1	Mouvement Européen Yvelines
186.	19 avril 2010	Le CIDAL à la rencontre du public aux États généraux de l'Europe	Ambassade de l'Allemagne
187.	19 avril 2010	Jacques D., Sylvie G., Pierre L., Catherine T. et les paysans de la PAC européenne	Blog Exigence Démocratique
188.	20 avril 2010	L'EURODISTRICT a participé aux États généraux de l'Europe à Strasbourg	Eurodistrict Pamina
189.	21 avril 2010	Sport et Citoyenneté aux Etats Généraux de l'Europe	Blog de Sport et Citoyenneté
190.	23 avril 2010	Proposer un projet politique aux citoyens	Paperblog.fr
191.	25 avril 2010	Les clés pour comprendre la crise de l'euro (Pierre Cochez - La Croix)	Regards-citoyens.com
192.	27 avril 2010	La citoyenneté européenne : appel à contributions	Blog de Sauvons l'Europe
193.	27 avril 2010	Citizens' responsibility in the Etats Généraux de l'Europe in Strasbourg. !	Welcomeurope.com
194.	28 avril 2010	Sondage sur l'identité européenne et nationale	Blog Sethkokorussie
195.	03 mai 2010	Persévérer et réinventer	UEF Belgium La section belge de l'Union des Fédéralistes Européens

Newsletters

196.	Mars 2010	3èmes États généraux de l'Europe	Office franco-allemand pour la jeunesse, n. 76
------	-----------	----------------------------------	--

197.	05 mars 2010	Rendez-vous aux 3èmes états généraux de l'Europe	Toute l'Europe
198.	02 avril 2010	17 avril : Etats Généraux de l'Europe – Strasbourg (Alsace)	Agence française du Programme Européen Jeunesse en Action
199.	02 avril 2010	ESN Reminder	International exchange erasmus student network, n. 06/10
200.	06 avril 2010	L'Europe a rendez-vous à Strasbourg le 17 avril prochain !	ESCP Europe, n. 199
201.	09 avril 2010	Les États généraux de l'Europe, Strasbourg, le 17 avril 2010	Bureau d'Information pour la France du Parlement européen, n. 051
202.	12 avril 2010	3èmes États Généraux de l'Europe	Fondation Robert Schuman, n. 435
203.	12 avril 2010	La Représentation en France de la Commission européenne a accordé son patronage à la troisième édition des États généraux de l'Europe	e-mail du Laurence DIERKS – Secrétariat de Direction de la Représentation en France de la Commission européenne
204.	12 avril 2010	3ème édition des États Généraux de l'Europe	Notre Europe
205.	12 avril 2010	Venez rencontrer et débattre avec les personnalités qui font l'Europe aujourd'hui	Toute l'Europe

Réseaux sociaux

206.	08 mars 2010	Le site des États généraux de l'Europe est en ligne! Twitter.com	Staff EGE
207.	16 mars 2010	Les Etats Généraux de l'Europe is on Facebook Facebook.com	Staff EGE
208.	16 mars 2010	Participez aux 3èmes états généraux de l'Europe Facebook.com	Staff EGE
209.	25 mars 2010	Les États généraux de l'Europe : demandez le programme ! Facebook.com	Toute l'Europe
210.	30 mars 2010	EG_Europe, C'est vous ! Twitter.com	Staff EGE
211.	02 avril 2010	Venez parler de la politique de voisinage et de l'Ukraine	Nouvelle Europe
212.	11 avril 2010	Simulation Parlementaire aux États Généraux de l'Europe	PEJ - France

Encarts publicitaires

213.	17 avril 2010	États généraux de l'Europe	20 Minutes Strasbourg
------	---------------	----------------------------	-----------------------